

Détermination contre terreur au Mexique

Annick Stevens

Cela fait plus d'un an maintenant que le peuple de l'État d'Oaxaca s'est soulevé contre son gouvernement corrompu et autocratique, contre la sujétion, la misère, le clientélisme imposés par le « Parti Révolutionnaire Institutionnel » (PRI). Plusieurs mois déjà que l'occupation de la capitale, Oaxaca, a pris fin sous les assauts de la mal nommée « Police Fédérale Préventive ». Et pourtant, pas plus maintenant que durant la phase la plus violente du conflit, on n'assiste à un recul de la combativité des rebelles ; aucune des stratégies mises en place par la terreur d'État n'a réussi à écraser cette lutte, même si en apparence les pouvoirs habituels se sont réinstallés. Si l'on veut comprendre l'extraordinaire résistance des peuples d'Oaxaca, que n'ont fait reculer ni les meurtres, ni les arrestations en masse, ni la violence aveugle exercée contre tous les habitants, quelle que soit leur implication dans le mouvement, il faut replacer cette rébellion dans la longue histoire de l'oppression des peuples américains depuis la colonisation. Sans remonter aux premiers siècles d'extermination et d'esclavage, on peut affirmer que la situation actuelle reflète encore, sous le masque des réformes démocratiques, celle qu'a instaurée la dictature de Porfirio Diaz, dans laquelle quelques familles se partagent l'ensemble des terres cultivables et la totalité de l'industrie, tandis que les indigènes et les métis pauvres y travaillent dans des conditions peu éloignées du servage. À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, les mouvements révolutionnaires sont à la fois ouvriers et paysans, réclamant la réforme agraire et la fin de l'exploitation capitaliste industrielle. Les moyens de lutte sont ceux des mouvements ouvriers dans le monde entier : grèves, manifestations, sabotages ; la propagande correspond au discours révolutionnaire international, de tendance marxiste ou anarchiste ; la répression étatique est tout aussi classique, sauf que, quand il s'agit de révoltes d'indigènes, elle prend une nette

coloration raciste et recourt plus massivement aux massacres et aux déportations de tribus entières¹. Les années de révolution (1911-1919) se caractérisent par les victoires du peuple armé sous la direction de Zapata et de Villa, et par la trahison du peuple par les politiciens opportunistes qui prétendaient le soutenir. La Constitution de 1917 apporte certes des avancées très importantes, notamment en ce qui concerne la propriété de la terre, mais dans les régions des grandes exploitations agricoles elle reste inappliquée, détournée par la corruption et par la collusion de la classe politique avec la classe possédante. Aujourd'hui, la part de la population qui profite du système s'est élargie et comprend toute une classe moyenne qui espère maintenir son relatif bien-être économique en se rangeant aux côtés des partis de droite. Le monde ouvrier ne bouge pas, d'une part parce que les syndicats sont presque totalement inféodés aux partis, d'autre part parce que le peu d'emplois salariés disponibles fait accepter n'importe quelles conditions de travail. L'économie informelle est le seul moyen de subsistance d'une partie importante de la population, qui se trouve de ce fait atomisée, incapable de s'unir dans une lutte ou dans un projet commun. Dans ces conditions, la seule population un

tant soit peu nombreuse qui possède une conscience collective est la population indigène vivant encore en communautés, refoulée le plus souvent dans des régions très reculées et très ingrates. Le soulèvement zapatiste de 1994 a révélé au monde entier le potentiel révolutionnaire de cette population, dont le discours et le projet n'ont plus grand-chose à voir avec les mouvements prolétaires du début du siècle, si ce n'est l'identification de l'ennemi, à savoir l'oligarchie politique et économique, et, plus généralement, le système d'exploitation capitaliste. Cet ennemi est perçu comme extérieur à la société indigène et identifié au colonisateur venant envahir un territoire et piller ses ressources; le modèle de société qui lui est opposé est celui de la communauté traditionnelle, dont l'organisation politique et économique est exactement l'inverse de celle-ci : propriété commune et travail en commun; service gratuit à la communauté; relations d'entraide très développées; égalité de statuts; absence de pouvoir institué et décisions par assemblées. Que ce modèle corresponde dans les grandes lignes à un modèle anarchiste est une coïncidence, qu'a bien exploitée Flores Magón pour unifier les luttes indigènes et ouvrières².

La révolte d'Oaxaca est venue complexifier le paysage mexicain des luttes, parce qu'elle a rassemblé des groupes de nature très différente parmi lesquels la composante indigène n'a pas été à l'origine du mouvement. Un rappel du déroulement des événements peut montrer comment s'est cristallisée une multitude à partir d'un groupe limité au départ, mais il faudra toujours se rappeler les connivences profondes qui parcourent souterrainement tout un peuple opprimé, pour rendre compte des conditions indispensables à une telle cristallisation.

1. Au sein d'une abondante bibliographie, une bonne synthèse de ces luttes se trouve dans le numéro 9/10 de la revue *Itinéraire* (1er semestre 1992) consacré à Ricardo Flores Magón.

2. Bien sûr, il y a aussi de grandes différences entre les deux traditions, notamment l'attention accordée à l'individu et à sa liberté par rapport à la contrainte du groupe, ou encore l'égalité entre les genres, qui est une priorité du mouvement zapatiste mais qui est encore loin d'être gagnée partout.

Les multiples stratégies répressives contre la révolte d'Oaxaca

Pour rappel, au mois de mai 2006, les enseignants de la section 22 du Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation (SNTE), section traditionnellement combative de ce syndicat dont la direction est vendue au PRI, se mettent en grève et occupent le centre de Oaxaca pour exiger une augmentation du financement public (pour les salaires et le matériel scolaire). Le 14 juin, après plusieurs manifestations et blocages de routes, le campement des enseignants est sauvagement attaqué par la police, résultant en une soixantaine de blessés. C'est cette attaque qui déclenche la solidarité d'une grande partie des habitants et la création de l'APPO (Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca), dont la revendication principale devient la destitution du gouverneur de l'État, Ulises Ruiz Ortiz, et un changement profond de politique gouvernementale. Durant l'été, la plupart des administrations publiques et municipales des environs de la capitale sont occupées, les fonctionnaires chassés, les pouvoirs exécutifs et judiciaires exercés par la population elle-même. Parallèlement, les insurgés s'emparent de nombreux moyens de communication, en particulier des radios commerciales, pour y faire entendre les voix de la rue et pour s'en servir comme un moyen très efficace d'organisation de la résistance. Plusieurs seront récupérées, brouillées ou endommagées par les hommes du gouverneur; en outre, celui-ci crée une fausse radio communautaire, «Radio Ciudadana», qui encourage à la délation et au meurtre des membres de l'APPO.

Durant cette période, le gouvernement de l'État est officiellement en pourparlers avec le mouvement social, mais en coulisses il met en place une



stratégie de «guerre sale» destinée à décourager la résistance: des policiers en civil et des tueurs à gages, circulant la nuit dans des voitures sans plaques, attaquent à coups de feu les défenseurs des barricades ou les membres de l'APPO isolés. Au 18 octobre, on comptait neuf morts par balle. Outre ces assassinats, les ONG mexicaines de défense des droits humains dénoncent déjà auprès de la Commission Interaméricaine des Droits Humains à Washington les menaces de mort, harcèlements, détentions illégales, fabrications de délits et destructions de moyens de communication dont sont victimes les membres du mouvement social.

Le gouvernement fédéral est pressé par les lobbies économiques de faire intervenir la force; le parti du Président, le PAN, parti de droite réactionnaire et ultralibéral, est opposé au PRI d'Ulises Ruiz mais a besoin de lui pour le soutenir dans le scandale de la fraude aux élections présidentielles du 2 juillet; c'est probablement pour cette raison que le Sénat refuse de reconnaître la disparition du pouvoir en Oaxaca et d'imposer

l'élection d'un nouveau gouverneur. Pour lancer la deuxième phase de répression, cette fois officielle et massive, les autorités prennent prétexte de l'escalade de la violence autour des barricades, suite au triple meurtre du 27 octobre, dont celui du journaliste états-unien d'Indymedia, Bradley Will. Deux jours plus tard, plus de 4000 membres de la Police Fédérale Préventive, armés de canons à eau corrosive, de grenades lacrymogènes, d'hélicoptères et d'armes à feu, envahissent la ville, détruisent les barricades et récupèrent le zocalo (la place centrale), malgré une résistance acharnée à coups de pierres, de bazookas artisanaux et de cocktails molotov. L'APPO se replie dans d'autres quartiers de la ville, notamment le quartier de l'Université Autonome, protégé par les barricades du carrefour Cinco Señores. L'Université abrite la dernière radio aux mains de l'APPO, Radio Universidad, qui appelle tous les habitants à la rescousse lorsque le 2 novembre la police tente d'envahir le campus, malgré le refus énergique du Recteur. Ce jour-là restera dans les annales de l'histoire de la solidarité : une foule d'habitants du quartier vient rejoindre les étudiants et ensemble ils résistent pendant sept heures aux assauts de la police, qui doit finalement se retirer bredouille. Les victimes de ces deux journées d'affrontements sont trois morts, des dizaines de blessés, des dizaines de

prisonniers et de « disparus ».

Le mois de novembre se caractérise par l'état de siège et les affrontements sporadiques, qui font de nouveaux blessés et de nouvelles arrestations. La Ligue Mexicaine de Défense des Droits Humains dénonce le fait que « la Police Fédérale Préventive continue à violer les droits humains, outrepasser ses fonctions et, au lieu de rétablir la paix, provoque le contraire » ; elle demande au gouvernement fédéral de retirer la PFP de l'État, vu que « sa présence aiguise le conflit ». Dans les locaux de Radio Universidad, complètement entourée de barricades et gardée comme une forteresse, est réfugiée la professeure de médecine Berta Muñoz, qui avait assuré l'antenne durant les sept heures d'assaut policier du 2 novembre, et qui est désormais menacée de mort. Elle devra vivre cachée pendant des mois, ainsi que ses trois filles adolescentes, toutes dans des lieux différents et en changeant continuellement. Ce qui ne l'empêche pas de participer à une nouvelle radio rebelle émettant sur Internet, « Radio Escopeta ».

Les derniers retranchements de l'APPO sont détruits lors de la journée noire du 25 novembre, où en quelques heures d'affrontements la police occupe toute la ville, fouille des dizaines de maisons à la recherche d'activistes, procède à des centaines d'arrestations. La dernière barricade, celle de Cinco Señores, est déblayée par les bulldozers





dans la nuit du 28 au 29; le jour suivant, les animateurs de Radio Universidad décident de remettre la radio entre les mains de l'Université plutôt que de laisser la police s'en emparer par la force.

La criminalisation du mouvement entre dans sa phase judiciaire avec des centaines d'inculpations pour délits de droit commun tels que : dégradations, vols, destructions de bâtiments publics, etc. Parmi les prisonniers, 141 sont déplacés vers une prison de haute sécurité d'un État éloigné, afin de les couper de leurs familles et du mouvement de solidarité; ils sont laissés sans soins médicaux alors que tous ont été victimes de tabassages et de blessures lors de leur arrestation. En revanche, à peu près au même moment on apprend que les assassins de Bradley Will, qui ont été identifiés et arrêtés (il s'agit du régisseur de la sécurité publique du municipe de Santa Lucia del Camino et d'un sous-officier de la police municipale), sont remis en liberté sous prétexte d'une faute de procédure. Le Mexique, manifestement, a décidé d'ignorer toute pression internationale à propos de l'arbitraire de son pouvoir judiciaire. Deux commissions de l'ONU (le Comité pour l'élimination des discriminations contre les femmes et le Comité Contre la Torture) l'ont sommé d'enquêter impartialement sur les multiples atteintes aux droits humains commises par la police dans une

impunité totale, notamment à Atenco et à Oaxaca, mais personne ne se fait la moindre illusion sur l'exécution de ces recommandations. Rien d'étonnant à cela quand on connaît l'importance des liens économiques et stratégiques qui existent entre le gouvernement mexicain et celui des États-Unis.

Une guerre de basse intensité, militaire, économique et fratricide

Depuis la fin officielle du conflit et le «retour à la normale», les municipes de l'Oaxaca qui se sont déclarés autonomes sont victimes de harcèlement, à la fois direct par des militaires et paramilitaires, et indirects, par l'intermédiaire d'autres organisations indigènes, celles-là inféodées au pouvoir étatique. C'est le cas, par exemple, des indigènes Triquis, qui, le 1^{er} janvier dernier, ont déclaré autonome le municipe de San Juan Copala, et qui sont régulièrement agressés par le Mouvement d'Unification et de Lutte Triqui (MULT), lié au gouvernement d'Ulises Ruiz. Malgré un mort et plusieurs blessés, le maire du municipe affirme qu'ils ne cesseront pas la lutte qu'ils mènent pour une transformation en profondeur de leur vie sociale. À Santa Lucia del Camino, dans la banlieue de la capitale, on déplorait au mois de mai dernier le meurtre d'un instituteur, une tentative de meurtre et des menaces de mort proférées contre plusieurs habitants du quartier. Là aussi on parle de guerre de basse intensité dans le but d'intimider la population, d'engendrer la peur et de décourager toute poursuite du mouvement.

Au Chiapas, la stratégie qui consiste à monter indigènes contre indigènes existe depuis belle lurette mais elle connaît ces derniers mois une recrudescence très préoccupante. Plusieurs associations fondées et financées par des hommes du

PRI (dont l'OPDDIC, qui porte bien mal son nom d'Organisation Pour la Défense des Droits des Indigènes et des Paysans), harcèlent les bases d'appui zapatistes par de multiples exactions pour lesquelles aucune plainte déposée n'est jamais suivie d'enquête : vols d'aliments, de bois et de bétail, incendies de plantations, destructions d'infrastructures, enlèvements de personnes accompagnés de menaces et de sévices. Ces violences s'appuient sur une situation juridique compliquée concernant la propriété des terres. En effet, lors de leur soulèvement en 1994, les zapatistes ont appliqué une loi agraire qu'ils avaient eux-mêmes édictée, selon laquelle les propriétaires de plus de 50 hectares (100 ha dans le cas de mauvaises terres) pouvaient être dépossédés de leur excédent au profit de paysans sans terres, isolés ou regroupés en communautés travaillant en commun. Le gouvernement de l'époque a dû reconnaître la légitimité de ces récupérations, du fait que la grande propriété violait en général la réforme agraire issue de la révolution. Mais depuis lors les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de s'employer à les reprendre, soit par des moyens légaux (distribution clientéliste de projets de développement, programmes de parcellisation des terres communes, etc.) soit par des moyens illégaux (saccages et expulsions par des paramilitaires agissant souvent sous le masque d'organisations paysannes subventionnées). La partialité des tribunaux agraires dans ces conflits a été dénoncée publiquement par le Centre de Droits Humains Fray Bartolomé de las Casas présidé par l'évêque émérite de San Cristóbal, Samuel Ruiz – l'Église mexicaine étant profondément divisée entre les collaborateurs des riches et les partisans, encore nombreux et très radicaux, de la théologie de la libération. Ces conflits doivent en outre être



replacés dans le contexte macro-économique du « Plan Puebla Panama », qui prévoit la privatisation et l'exploitation industrielle des ressources naturelles des régions forestières d'Amérique centrale : pétrole, eaux douces, bois précieux, plantes médicinales ; sans compter l'industrie touristique maquillée en « éco-tourisme » mais en réalité ravageuse pour l'environnement comme pour les populations locales. C'est pourquoi, les zapatistes considèrent la lutte pour la terre comme « un élément central de la lutte contre le capitalisme ». C'est pourquoi aussi, la dernière grande campagne initiée par les organisations indigènes consiste à créer des « Brigades d'Observation Terre et Territoire », formées de délégués mexicains et internationaux, et chargées de visiter les territoires indigènes menacés de confiscation.

Dans la région d'Acapulco (État du Guerrero) et dans celle de la capitale fédérale, à Atenco, ce sont les projets de construction d'un gigantesque barrage hydroélectrique et d'un aéroport qui commandent toutes les formes d'intimidation et de répression contre les populations indigènes qui refusent de céder leurs terres communautaires ; la dernière en date est la condamnation de trois opposants d'Atenco à 67 ans de prison pour avoir « séquestré » des fonctionnaires pendant quelques heures³.

Union des résistances et projets à long terme

Plus que jamais, c'est par l'union des forces et le resserrement des liens entre les agressés de tout le pays que s'organise une résistance efficace contre la terreur d'État. Les rencontres nationales se succèdent à un rythme effréné, unissant les efforts pour la libération des prisonniers politiques, contre les violences policières et la criminalisation des luttes sociales, pour la création d'entités autonomes, pour la défense de la terre. Localement, les incessantes marches et manifestations montrent également que la peur des arrestations a été surmontée⁴. Des radios communautaires se relient en réseau, des missions d'observation sont organisées partout où la terre et les ressources naturelles sont menacées. À ce propos, il faut saluer le rôle essentiel pour la mise en commun des luttes qu'a joué la «Otra Campaña», la tournée des délégués zapatistes dans tout le pays. C'est aussi en partie grâce à elle que plusieurs communautés isolées sont passées du statut de victimes impuissantes à celui d'acteurs politisés, conscients de leur ennemi et déterminés à le vaincre.

3. Pour plus de renseignements sur les mouvements rebelles actuels au Mexique, on peut se référer notamment au numéro hors série de la revue *CQFD, La libre commune d'Oaxaca*, principalement composé des écrits d'un témoin direct, George Lapiere, ainsi qu'aux livres publiés cette année par les éditions Rue des Cascades : *Mexique, calendrier de la résistance*, du sous-commandant insurgé Marcos, et *L'autonomie, axe de la résistance zapatiste*, de Raul Ornelas Bernal.

4. Je ne mentionnerai que brièvement deux événements récents pour l'attester. Le premier est l'organisation, le 16 juillet, d'une «Guelaguetza» (fête traditionnelle annuelle) populaire, pour protester contre la Guelaguetza officielle, touristique et commerciale, à laquelle il semble qu'une partie du public local ait été payé pour assister. Cette opposition a produit une riposte policière féroce, faisant un mort, une quarantaine de blessés et une soixantaine de participants arrêtés (qui ont été libérés entre-temps). L'autre indice est l'abstentionnisme record constaté lors des élections législatives de l'État d'Oaxaca, le 4 juillet : 63 à 80 % d'abstentions selon les sources, la plupart des suffrages exprimés allant au PRI, probablement grâce à sa méthode habituelle d'achat des votes et d'intimidation. Fidèle à ce processus inexorable qu'il a mis en route, le peuple n'a pas cru bon de soutenir un parti d'opposition, mais a clairement indiqué qu'il préférerait s'organiser sans les politiciens professionnels.





Pour comprendre cette détermination, il est important de saisir à quel point les indigènes considèrent le capitalisme comme un processus d'extermination de leurs peuples, que ce soit par l'élimination physique des individus ou par le ralliement forcé à une culture qui est l'antithèse de la leur. Cela contribue à expliquer pourquoi ils acceptent de risquer leur vie pour empêcher ce mode de vie de les envahir, parce que, s'il y parvenait, ce serait de toute façon la mort collective. Dans tous les appels, dans tous les communiqués de l'APPO, les encouragements à la lutte se fondent sur le refus définitif de la vie inhumaine imposée aux indigènes et aux pauvres en général depuis des siècles. Le courage d'affronter le risque de mort et de souffrance est puisé dans la conscience de n'avoir rien à perdre mais d'avoir au contraire la possibilité de gagner une vie plus digne pour soi-même ou pour ses semblables. Le terme de dignité revient en effet systématiquement sans être le moins du monde galvaudé. Il rappelle qu'une révolte d'êtres humains ne se fait jamais au nom de la seule survie biologique. Vivre comme des êtres humains signifie vivre dans la reconnaissance et non dans le mépris, dans l'autonomie et non dans la sujétion. Une fois cette conscience acquise, la lutte pour retrouver une dignité d'être humain est une évidence, d'autant plus que la

dignité se gagne dans la lutte elle-même et non seulement dans son éventuelle victoire. Ajoutons à cela la force et l'assurance que donne la conscience d'être des centaines de milliers à partager les mêmes aspirations et à être prêts aux mêmes actions. La détermination de chaque individu dans un tel mouvement ne s'explique que par la profondeur historique de ce mouvement, par son ampleur en termes de personnes impliquées et de domaines concernés. Dans un communiqué de février 2007, l'EZLN résume ainsi leur conviction : « Peu importent les effectifs de soldats, de policiers ou de paramilitaires que vous lancerez contre nous, nous prendrons soin de la terre qui veille sur nos morts, au prix de notre liberté et de notre vie s'il le faut. » Ou, comme l'a dit le commandant David lors de la célébration du 13^e anniversaire de l'insurrection zapatiste, le 1^{er} janvier 2007 : « S'il faut périr, mieux vaut périr en se battant pour la liberté et la justice que vivre à genoux. Mais nous voulons vous dire à tous que, quoi qu'il arrive, nous allons continuer, que cela plaise ou non à nos ennemis. Ce n'est qu'en nous tuant tous et toutes jusqu'aux derniers qu'ils pourraient nous empêcher de poursuivre dans notre idée de constituer un mouvement anti-capitaliste et de gauche. » Les membres non indigènes des mouvements sociaux ont adopté cette vision et se réfèrent au

mode d'organisation indien, même s'ils ne l'ont jamais eux-mêmes pratiqué – c'est particulièrement le cas des jeunes anarcho-punks et autres libertaires, très actifs dans l'APPO. Ainsi, pendant l'occupation de la ville d'Oaxaca, la mise en commun des ressources (repas, couvertures, fabrication des moyens de défense, etc.) a compensé pour un temps l'atomisation des individus en milieu urbain. Désormais les habitants des quartiers se connaissent et savent qu'ils peuvent compter les uns sur les autres. L'expérience a montré qu'une organisation communautaire est possible aussi en milieu urbain et métis, alors que jusqu'ici elle ne se trouvait qu'en milieu rural et strictement indigène.

La force des organisations populaires au Mexique vient aussi de la conscience d'être engagées dans une transformation à long terme, de sorte que les répressions ponctuelles et les échecs locaux ne les détruisent pas, ni ne les empêchent de poursuivre leur construction progressive d'une autre société. Elles n'ont pas à attendre le renversement des structures dominantes pour vivre comme elles l'entendent, mais appliquent déjà maintenant le mode de vie qu'elles désirent, en ignorant les institutions officielles pour s'organiser exclusivement selon les leurs. En outre, à l'exception de l'EZLN, qui est une véritable structure militaire chargée exclusivement de la défense armée, dans la plupart des régions les habitants s'organisent collectivement pour leur défense, et l'absence de «leaders» est un avantage non négligeable face à une répression classique qui croit que, privé de têtes, un mouvement s'écroule.

L'association entre les divers groupes de lutte n'est cependant pas facile au sein de l'APPO, en particulier entre la base, désireuse de poursuivre le mouvement indépendamment des structures offi-

cielles, et les organisations politiques d'extrême gauche qui occupent en grande partie le Conseil de l'association. La tension existait depuis le début entre, d'un côté, une volonté d'intransigeance et d'action directe, et de l'autre côté, une stratégie plus accommodante avec les structures dominantes et plus portée aux négociations. À l'approche des élections municipales, cette dernière stratégie s'est révélée motivée surtout par le désir de quelques-uns d'accéder aux postes de pouvoir plutôt que de les renverser. Certains conseillers et porte-parole de l'APPO ont tout récemment déclaré la formation d'un «bloc électoral» au sein même de l'assemblée, alors que celle-ci avait voté majoritairement contre toute participation aux élections. À l'opposé, des groupes d'indigènes et de défenseurs des barricades ont créé un rassemblement anarchiste appelé VOCAL (Voix d'Oaxaca Construisant Autonomie et Liberté), opposé à toute participation aux institutions étatiques et décidé à poursuivre le processus d'autonomisation totale par rapport à elles. Ce rassemblement fait partie de la Sexta, c'est-à-dire du mouvement de soutien à la Sixième déclaration de la forêt lacandone, et il a fourni à Marcos une occasion de saluer les mouvements libertaires contre tous les opportunistes politiques. Dans un message de soutien à VOCAL, le délégué Zéro est tout à fait clair à cet égard : «En attaquant le mouvement social, on ne cherche pas seulement à le contenir et à le persécuter à cause de ses revendications, on veut aussi et surtout lui signifier qu'au Mexique on ne peut faire de la politique que dans le cadre des institutions, c'est-à-dire au sein des partis politiques. Pour le dire clairement, nous avons le droit de ne pas être d'accord uniquement dans la mesure où nous acceptons que nos propositions, nos refus et notre rébellion

soient médiatisés et capitalisés politiquement par l'une ou l'autre des forces parlementaires. Autrement dit, les mouvements sociaux fournissent les prisonniers, les morts, les femmes violées et les blessés, et les partis politiques fournissent les députés.»

En un an, le mouvement d'Oaxaca a beaucoup mûri. La lucidité qu'il a acquise quant aux dangers, non seulement externes mais aussi internes, qui menacent la construction d'une société libre, égalitaire et solidaire, lui donne une vigilance extrême vis-à-vis de tous les risques de dérive. Loin de décourager cette construction, les féroces répressions de l'année écoulée ont renforcé la conviction de ses promoteurs qu'elle est la seule souhaitable, et qu'elle est réalisable.

Annick Stevens

Résumé

Pour comprendre l'ampleur du mouvement rebelle d'Oaxaca, qui a pu occuper la ville pendant six mois et qui continue à agir en dépit d'une répression policière féroce, il faut replacer cette révolte dans le contexte historique de la colonisation, de la résistance indigène et des luttes révolutionnaires pour la terre et la liberté. Cet article rappelle le combat de l'APPO depuis un an, en présente les acteurs et fait le parallèle avec d'autres mouvements sociaux mexicains. Il propose des pistes pour expliquer comment une population surmonte sa peur pour aller jusqu'au bout de son projet émancipateur.

